

MERCREDI 28 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **« ALERTE ROUGE : crise financière en vue aux USA, 2007 mais en pire... ! »** p.1
- = **Des mouvements dignes d'une situation de crise** p.5
- = **Attention danger : Alexis Tsipras, un futur Chavez européen ?** p.7
- = **Nouveau record de la dette publique espagnole** p.8
- = **En 2014, la deuxième meilleure monnaie a été : l'or...** p.9
- = **La Grèce, c'est secondaire, finalement...** p.11
- = **SYRIZA VEUT MARQUER DES POINTS** p.12
- = **3 raisons qui expliquent pourquoi un effacement d'une partie de la dette grecque est impossible** p.14
- = **Au Sud, referait-on l'euro ?** p.15
- = **Les Shadoks au pays du gaz et du pétrole de schiste** p.16
- = **Dans une économie magique les faux prix masquent la réalité** p.18
- = **Standard & Poor's dégrade la note de la Russie, « sur ordre direct de Washington » selon Moscou** p.22
- = **La Grèce fait basculer l'Europe** p.25
- = **Le changement climatique : points de repère** p.28
- = **La leçon boursière d'Eugénie Bouchard** p.35
- = **Des profits embrouillés par le pétrole** p.36
- = **7 raisons de croire en l'énergie photovoltaïque** p.38
- = **La malédiction mexicaine** p.42



« ALERTE ROUGE : crise financière en vue aux USA, 2007 mais en pire... ! »

Charles Sannat 28 janvier 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Ce sont deux articles que je vous propose de découvrir et de mettre en relation aujourd'hui. Ils sont très importants car ils préfigurent la nouvelle crise financière qui nous pend au nez en raison des investissements massifs qui ont été faits dans l'industrie du gaz de schiste (« shale gas » en anglais) et qui se montent à plus de 5 000 milliards de dollars en particulier en Amérique

du Nord, là où les « subprimes » qui ont tout déclenché en 2007 représentaient uniquement « 1 000 » petits milliards de dollars...
Seulement !!

Ce titre, qui peut paraître alarmant ou racoleur, ne l'est en aucun cas car ce qui est alarmant c'est évidemment la réalité, ou plus précisément la double réalité d'un endettement massif autour des projets d'extraction de pétroles dits non conventionnels et la chute considérable de cours depuis quelques mois maintenant. Ces deux éléments ensemble vont provoquer une immense crise financière pire que celle de 2007. La seule question désormais est de savoir quand. La seule façon d'échapper à cette nouvelle crise financière est de voir les cours du pétrole remonter en flèche mais pour le moment, rien n'est moins sûr, bien au contraire.

Les « subprimes » pétrolières, une menace 5 fois plus importante que les « subprimes » immobilières de 2007 !

Le premier article que je vous invite à lire en vous indiquant le lien ci-dessous est celui écrit par nos camarades parfaitement bien informés des Chroniques Agora.

« Un pétrole sous les 50 \$ pourrait provoquer d'énormes dégâts sur les marchés financiers. Les pertes sont omniprésentes. Nous ne savons pas nécessairement où elles se situent en ce moment mais je peux vous assurer qu'elles sont importantes et vont commencer à apparaître là où on ne les attend pas.

Elles apparaîtront d'abord dans les obligations spéculatives. Environ 5 400 milliards de dollars ont été engagés ces cinq dernières années pour le forage d'exploration et les infrastructures dans le secteur des énergies alternatives – c'est-à-dire dans le secteur du fracking.

Une grande partie se situe au niveau du gisement de Bakken et dans le Dakota du Nord mais également au Texas et en Pennsylvanie. Cela représente beaucoup d'argent. Tout cela a été largement financé par les dettes des entreprises et des banques. Ces entreprises ont émis des actions mais c'est principalement de la dette. »

Dans cet article, le mécanisme de titrisation (toujours à l'œuvre depuis 2007) est très bien expliqué et démonté par l'auteur, vous y verrez clairement qu'il

est justement impossible d'y voir clair et de savoir encore une fois qui détient quelle créance totalement pourrie... Et l'incertitude a la fâcheuse tendance à geler les transactions comme cela fut le cas en 2007 et 2008 au plus fort de la crise immobilière américaine.

L'Arabie Saoudite augmente encore sa production quotidienne de pétrole pour faire encore chuter les prix !!

Le titre de cet article du *Telegraph* de Londres est d'ailleurs encore plus clair puisqu'il indique clairement et sans ambiguïté possible que l'objectif de l'Arabie Saoudite est « d'écraser l'industrie du gaz de schiste aux USA et de gagner la guerre des prix face aux producteurs américains » !!

Et celui qui vient de déclarer cela n'est pas n'importe quel second couteau de deuxième plan... mais le chef de la Saudi Aramco qui est juste LA compagnie de production de pétrole saoudienne !!

C'est donc une véritable guerre commerciale autour du pétrole qui se joue actuellement, et s'imaginer un seul instant que la baisse des prix à la pompe pour le consommateur américain pourrait contrebalancer l'explosion de la bulle de dette autour de l'industrie du gaz de schiste US c'est évidemment se leurrer. Une des questions très importantes dans ce dossier c'est combien de temps le système financier américain pourra-t-il supporter des prix aussi bas... À cette question, je n'ai pas de réponse et aucune certitude. Je n'en sais rien car il y a bien trop de variables, de paramètres et d'inconnues pour pouvoir dire d'ici 6 mois tout cela va s'effondrer, mais chaque mois qui passe et qui voit se confirmer ces conditions de prix bas du pétrole et de guerre ouverte entre producteurs nous rapproche un peu plus d'une catastrophe financière de grande ampleur.

Que la Russie soit visée également ne fait pas de doute mais aujourd'hui ce sont les USA qui ont le plus à perdre finalement d'un pétrole aussi bas. Comment l'Arabie Saoudite peut-elle donc aller aussi loin ? Là encore je n'ai aucune bonne réponse, cependant nous pourrions trouver quelques pistes de réflexions fortes pertinentes dans cet excellent article du site *2 000 watts* (site de référence pour la compréhension du secteur des énergies). J'en cite le passage qui me semble le plus pertinent.

À qui profite le crime ? Au niveau des bénéficiaires,

« Les premiers gagnants se trouvent dans le monde de la finance dont les hedge funds qui ont participé à cette attaque ainsi que des bancaires comme Goldman Sachs.

L'administration américaine touche le jackpot : l'équipe d'Obama voit d'un très bon œil le coup de frein à l'exploitation de schiste car si sa bulle économique continuait sur sa trajectoire, elle pouvait menacer à nouveau l'économie durant une campagne présidentielle. Les USA contemplant aussi les dégâts sur l'économie russe alors que la baisse des carburants va doper l'économie US. Le domaine des huiles de schiste passera à la trappe, mais de toute façon, il n'était pas promis à un long avenir.

Grâce à des coûts d'extraction minimales, l'Arabie Saoudite sunnite, le Koweït, les Émirats ont la capacité de faire face à ce désagrément passager. Il est d'autant plus supportable qu'il a l'avantage de mettre sous pression financière l'Iran chiite et ses alliés russes et vénézuéliens totalement dépendants d'entrées massives de pétrodollars.

Cela fait bien longtemps que l'Europe n'a plus son mot à dire au niveau énergétique mondiale. Mais le vieux continent devient sans le vouloir un bénéficiaire collatérale qui peut conjuguer la baisse des prix du pétrole et le nouveau QE pour tenter de redynamiser son économie détruite par un baril à plus de 100 \$.

Il faudra attendre quelques mois pour vérifier la justesse et la pertinence de cette lecture géopolitique. Une seule certitude : l'année 2015 semble placée sous le signe des surprises, des rebondissements et des bouleversements. »

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Caterpillar vient d'enterrer les espoirs d'une reprise économique vigoureuse](#)

Voici un article de l'Express.be sur les résultats décevants d'une des entreprises mondiales qui sert d'indicateur majeur de la croissance économique mondiale... Ce n'est évidemment pas réjouissant, mais c'était parfaitement prévisible !

Charles SANNAT

« Certaines entreprises ont la réputation d’être un baromètre fiable de la conjoncture mondiale. C’est en particulier le cas pour Caterpillar, le plus grand fabricant de machinerie lourde dans le monde. Les engins vendus par la firme sont en effet utilisés tout autour du monde dans un vaste spectre de secteurs, de la construction à l’industrie minière.

Caterpillar vient juste de publier ses résultats pour le quatrième trimestre de l’année dernière, et ses prévisions pour l’année 2015, et le message n’est malheureusement pas optimiste pour l’économie mondiale. Jugez plutôt :

« Nous nous attendons à ce la que croissance mondiale ne progresse que modestement en 2015. La croissance relativement lente de l’économie mondiale et le maintien de la faiblesse des cours des matières premières – en particulier le pétrole, le cuivre, le charbon, et le minerai de fer – devraient affecter négativement nos ventes. »

Pour 2015, Caterpillar prévoit un chiffre d’affaires de 50 milliards de dollars, en recul de 10 % par rapport à 2014, où il avait atteint 55 milliards de dollars.

Dans un communiqué, le CEO de la compagnie, Doug Oberhelman, a souligné l’impact négatif de la baisse des cours du pétrole sur les activités de son entreprise. Il a indiqué qu’elle avait un impact négatif sur les ventes du secteur de l’énergie et du transport, et plus particulièrement sur le secteur de la construction dans les régions pétrolières du monde. En outre, les perspectives sont également défavorables dans le secteur de la construction en Chine. »

[Source l’Express.be ici](#)

[Des mouvements dignes d’une situation de crise](#)



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 28 janvier 2015

A l’échelle globale, le carry trade du dollar s’élève à plus de 9 trillions de dollars.

Dans le monde monétaire d’aujourd’hui, les investisseurs semblent avoir oublié qu’un trillion de dollars est une somme astronomique. Pour mettre ces 9 trillions de dollars de carry trade en perspective, imaginez qu’il s’agisse d’un pays. Son économie serait de la même taille que celle de la Chine, qui

est la deuxième plus grosse économie du monde.

Inutile de préciser que nous avons affaire ici à d'immenses quantités de dollars qui ont été empruntés pour être investis sur d'autres actifs.

Les carry trades ne peuvent fonctionner que si la devise qui est empruntée ne voit pas sa valeur grimper. Aussitôt que sa valeur augmente, les emprunteurs sont dans le rouge.

C'est particulièrement vrai pour les corporations qui ont emprunté des dollars pour financer les projets dans des pays où les prix sont libellés en d'autres devises (Europe, Asie, etc).

La raison en est que beaucoup de multinationales ne couvrent par leur risque lié aux devises. Si, par exemple, elles empruntent des dollars sans couverture pour investir en Europe, et que le dollar grimpe, leurs projets commencent à perdre de leur attrait... et beaucoup d'argent.

Ka-Boom:



Ce mouvement est très similaire à la hausse du dollar survenue pendant l'effondrement de 2008.



Quelque chose de très important est en train de se passer sur le système financier. Le dollar ne peut pas gagner 20% si rapidement dans un environnement stable.

Comme toujours, les actions seront les dernières à le comprendre. Le S&P 500 est au bord de l'abysse, et lorsqu'il basculera, sa descente sera tout aussi rapide qu'elle sera violente.



[Attention danger : Aléxis Tsipras, un futur Chavez européen ?](#)

Philippe Herlin www.goldbroker.fr/ mercredi 28 janvier 2015

A propos de la victoire de Syriza en Grèce, je suis effaré par la complaisance des médias et l'aveuglement des politiques : c'est quand même la première fois qu'un parti extrémiste parvient au pouvoir en Europe suite à des

élections depuis 1933 en Allemagne ! Bien sûr, le parti d'Aléxis Tsipras n'a rien à voir avec le parti nazi, mais il nous fait penser à Chavez, et Maduro désormais, au Venezuela. Son programme s'avère complètement démagogique (embauche de fonctionnaires, relèvement du salaire minimum, santé gratuite, etc.) et coulerait l'économie grecque même si elle se portait bien. Dans un pays en crise et surendetté (et sans pétrole contrairement au Venezuela), l'effondrement ne tardera pas. On peut craindre ensuite, de la part de ces communistes, de progressives restrictions des libertés fondamentales afin de se maintenir au pouvoir. Non pas l'instauration brutale, et trop visible, d'un régime dictatorial (façon Dictature des colonels entre 1967 et 1974), mais plutôt le grignotage discret des libertés, la mainmise sur les médias, le harcèlement des opposants, la corruption, l'étatisation de l'économie, la fraude électorale ; tout ce que l'on peut voir au Venezuela, et dans bien d'autres pays bien sûr, mais celui-ci faisant clairement office de "modèle" pour toute l'extrême-gauche européenne. Soyons vigilants, dès maintenant il faut observer de très près les décisions du nouveau gouvernement grec.

Nouveau record de la dette publique espagnole

par [tiger54](#) » Publié le 26 Jan 2015 BusinessBourse

La dette publique espagnole a atteint 96,8 pc du Produit intérieur brut (PIB) au 3ème trimestre de l'année, et dépassé le cap des 1000 milliards d'euros, selon des chiffres de l'Office statistique de l'Union européenne "Eurostat".

Ainsi, la dette publique s'est élevé à 1,02 billion d'euro à la fin du troisième trimestre 2014, faisant de l'Espagne le septième pays de l'UE le plus endetté, indique l'organe européen. A la fin du 3ème trimestre 2013, la dette publique était de 961.242 millions d'euros, soit 91,8 pc du PIB, selon les chiffres de Eurostat, relayés par des médias locaux.

La dette publique de l'Espagne qui n'a pas cessé d'augmenter après avoir atteint 960,640 milliards d'euros au 4ème trimestre 2013, soit 93,9 pc du PIB, dépassera la barre symbolique des 100 pc du Produit intérieur brut (PIB) en 2015 et diminuera à partir de 2017, selon le projet de budget présenté par le

gouvernement espagnol.

La quatrième économie de la zone euro devrait finir l'année 2014 avec une dette publique à 97,6 pc du PIB, selon les estimations du gouvernement.

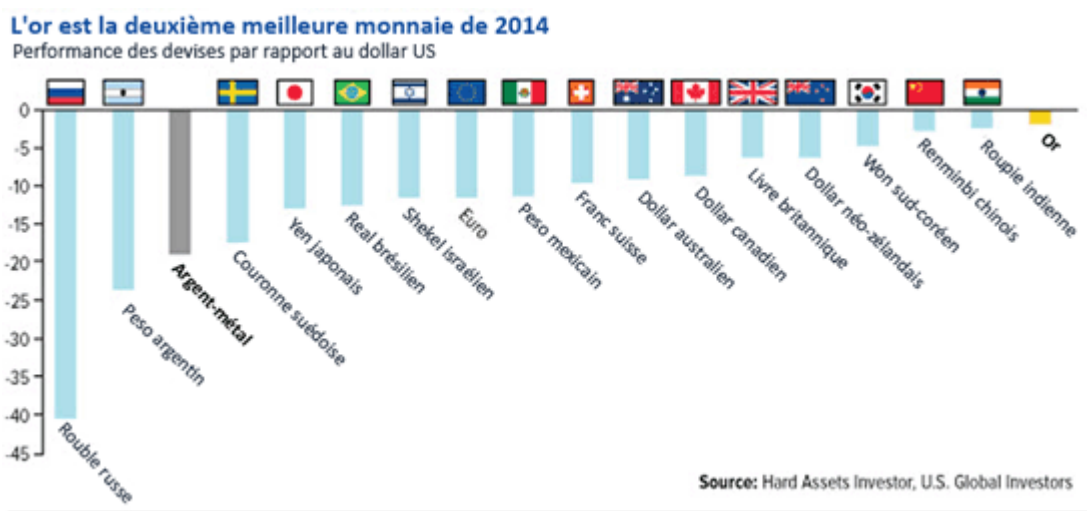
La dette publique montera à 100,3 pc du PIB en 2015, puis à 101,5 pc en 2016, avant de refluer à 98,5 pc en 2017, selon ces prévisions. La dette publique espagnole, qui n'était que de 36,3 pc en 2007, a explosé avec la crise économique alourdie par le sauvetage des banques en 2012.

Concernant le scénario de baisse de la dette publique espagnole en 2017 qui sort dont ne sait où, vous pouvez toujours courir...

Source: menara.ma

En 2014, la deuxième meilleure monnaie a été : l'or...

28 jan 2015 | [Eberhardt Unger](#) | La Chronique Agora



2014 aura été l'une des rares années au cours de laquelle le dollar a surperformé par rapport à toutes les autres monnaies du monde

Sur les marchés des changes, 2014 aura été l'une des rares années au cours de laquelle le dollar a surperformé par rapport à toutes les autres monnaies du monde. La roupie indienne, le renminbi chinois et le won sud-coréen ont chuté face au billet vert. Le rouble russe et le peso argentin sont en queue de peloton, l'euro et le franc suisse en milieu de tableau.

Avec les événements de mi-janvier 2015, les bouleversements sur le marché des devises ont atteint une nouvelle dimension : un gigantesque QE de la BCE, un franc suisse libre, les Abenomics — précipitant, d'un seul coup, l'or à la première place du classement.

▪ **Mais peut-on vraiment ranger l'or au rang des monnaies ?**

Les banques centrales détiennent une partie de leurs réserves de devises en or — en quantités très différentes cependant. Selon la WGC, le plus grand détenteur du précieux métal est les Etats-Unis, avec 8 133 tonnes (71,6% des réserves en devises), suivi par l'Allemagne avec 3 384 tonnes (66,4%), l'Italie et la France avec environ 2 450 tonnes (65%).

Les plus grandes acquisitions des 12 derniers mois ont été faites par la Russie, avec environ 250 tonnes, et par la Chine, dont le montant détenu est estimé par le marché entre 1 000 et 2 000 tonnes.

A cette éternelle question, l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, a apporté dans un récent entretien une réponse claire :

"Rappelez-vous ce que nous observons. L'or est une devise. Il est encore, selon toutes les preuves, la devise suprême. Aucune monnaie fiduciaire — dollar compris — ne peut l'égaliser".

En évaluant les monnaies par rapport aux données fondamentales il n'y a pas une seule monnaie de confiance

Comment ce tableau pourrait-il se présenter fin 2015 ? En évaluant les monnaies par rapport aux données fondamentales (l'endettement public et privé, le développement des taux d'intérêt et l'indépendance de la banque centrale) il n'y a pas une seule monnaie de confiance.

Le 31 décembre 2014, la dette du gouvernement américain a augmenté, en une seule journée, de 100 milliards à 18 141 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont la nation la plus endettée du monde avec un solde de dettes extérieures net de 6 100 milliards. Le billet vert est toujours la principale monnaie du monde, mais il ne mérite pas une notation AAA. Tout le monde a des doutes sur la qualité de l'euro. Le Japon a la dette publique la plus élevée du monde à 250% du PIB. Le franc suisse est assez solide, mais son marché est trop étroit. Les devises des matières premières ont toutes une tendance à la baisse.

Conclusion : l'or est noté AAA et a une réelle chance de se retrouver en tête

du classement des monnaies en 2015.

La Grèce, c'est secondaire, finalement...

Patrick Reymond 28 janvier 2015

Pat rapport à la dégradation de la situation en Ukraine. Je passerais sur l'insulte et le crachat faite par la Pologne à la Russie, à propos de la libération d'Auschwitz, mais apparemment, il faut parler de la situation militaire sur le terrain, où d'autres unités ukrainiennes semblent encerclées, démoralisées, débandées, passées à l'ennemi ou s'être rendues.

Le gaz russe ne passe plus par l'Ukraine, en plein hiver, avec des réserves occidentales très réduites, parce que les stocks, ça coûte nous dit on, et ce n'est pas compatibles avec le zéro stock et le juste à temps, mais l'économie russe semble complètement dopée par la baisse du rouble, et la baisse du rouble alimente celle du pétrole (celui-ci est côté en rouble à Moscou). Bref, une belle défonce pour le marché...

A Kiev, visiblement on est passé au stade où personne ne dit plus la vérité au gouvernement, et que celui-ci n'est pas davantage pressé de l'entendre, mais visiblement, le front s'écroule, les renforts envoyés en nombre insuffisants n'arrivent pas à le stabiliser, ce qui n'a rien, d'ailleurs, d'étonnant, les ukrainiens ne veulent pas combattre, et la stratégie et l'intervention US ont toujours abouti à l'effondrement garanti de leur propre camp.

D'ailleurs, au Viet Nam, les forces américaines, non plus, ne voulaient plus combattre, et assassinaient fréquemment leurs officiers.

Le monde bruxellois est pour diverses raisons en mode "panique", et la Grèce, finalement, apparait comme une crise très secondaire, et l'on semble découvrir la non-existence de l'OTAN comme force au sol. Juste capable de détruire certains régimes, grâce à son aviation, et de s'enliser et s'extirper ensuite. En Ukraine, on est passé directement au stade de la débandade.

Donc, le caractère révolutionnaire du vote grec, même si, dans les faits, on ne sait pas ce que va faire le gouvernement, risque de passer à la trappe, et de toutes façons, il y a bien longtemps qu'elle est devenue fictive.

Pour les autres pays européens, il est clair qu'ils risquent d'éjecter le pays hors UE, même si, légalement, les moyens n'existent pas...

SYRIZA VEUT MARQUER DES POINTS

27 janvier 2015 par François Leclerc

La victoire de Syriza continue de surprendre, une fois enregistré son accord avec le parti souverainiste de droite des Grecs indépendants afin de disposer d'une majorité parlementaire. Le nouveau premier ministre Alexis Tsipras ne veut pas perdre de temps et adresse un message aussi bien aux Grecs qu'à leurs créanciers : il a l'intention d'accomplir ce qu'il a promis. L'accord de gouvernement semble s'être fait sur la base du programme de Thessalonique de septembre dernier de Syriza, qui prévoit de nombreuses mesures sociales, dont certaines devraient être vite proposées à l'adoption du nouveau parlement, dont l'augmentation du salaire minimum. De premières nominations de ministres devraient intervenir, dont celle de Yanis Varoufakis comme ministre des finances, et de Panos Kamennos (le leader des Grecs indépendants) à la défense.

Le message a été reçu par des dirigeants européens un peu bousculés et désarçonnés, et il réclame un temps de digestion. Sur le même terrain que Martin Schulz, le président du parlement européen qui va se rendre à Athènes, François Hollande cherche à se positionner pour être l'artisan d'un futur compromis, et la seule décision qui a émergé de la réunion de l'Eurogroupe est de donner du temps à la négociation. Mais toute réduction de la dette est à ce stade considérée comme impensable...

En s'alliant avec les Grecs indépendants, Syriza a déçu les attentes de ceux qui attendaient une coalition avec To Potami. Mais cela aurait introduit le loup dans la bergerie, en raison des conditions mises par ce dernier parti. Reposant sur cette hypothèse déçue, la perspective d'un compromis qui avait pris corps s'est éloignée, comment pourrait-elle revenir ? Syriza a déjà montré qu'il avait choisi son terrain prioritaire : l'adoption des mesures sociales prévues à son programme. Raison pour laquelle il s'est opposé à tout ce qui pourrait y faire obstacle, en premier lieu la poursuite des discussions dans le cadre fixé par la *Troïka*. Une fois cet horizon dégagé, la négociation sur la dette pourra ensuite prendre son temps, s'il est accordé. Son réaménagement sans procéder à sa réduction – le compromis qui était en général évoqué – est politiquement attractif pour les dirigeants européens, mais est irréaliste car il suppose la réalisation d'un important excédent primaire pendant une très longue période, au prix de l'accentuation de la crise

sociale, durant laquelle il ne servira qu'à rembourser la dette. En vérité, les principaux créanciers de la Grèce – les membres de la Troïka – n'ont le choix, tels qu'il s'y prennent, qu'entre un défaut négocié et un défaut accidentel. Comme ils ne veulent pas se résoudre à l'une ou l'autre de ces deux options, craignant le prix politique qui en résulterait, ils cherchent une solution repoussant au plus tard possible ces extrémités, pour se cantonner à un simple réaménagement de la dette.

Les mesures destinées à favoriser la relance et à dégager un excédent budgétaire substantiel permettant de rembourser la dette ayant échoué, vu la faiblesse de ses résultats, les dirigeants européens devraient admettre qu'il faut en changer et ne pas se réfugier derrière des prévisions optimistes à chaque fois démenties. Leur homme à Athènes n'étant même pas parvenu à réaliser le programme qui lui était imparti, peut-être le moment serait-il venu de changer la donne et de permettre au nouveau gouvernement de réaliser celui sur la base duquel il a été élu, en lui en laissant les moyens. Ceux-ci réclament 12 milliards d'euros, et pourraient être trouvés si le FMI transformait en ligne de crédit les versements qu'elle a suspendus, et si la BCE faisait rouler ses créances de l'été. Une nouvelle approche pourrait être adoptée pour le remboursement de la dette, le faisant dépendre de la croissance économique, une fois rallongées les maturités et diminués les taux de la dette. Un pourcentage maximum de l'excédent primaire y serait consacré, afin de laisser au gouvernement les moyens d'agir.

Un tel dispositif permettrait à la Grèce de s'affranchir de sa mise sous tutelle et d'engager des réformes attaquant les nombreux parasitages de son économie, ainsi que la fraude fiscale ou les avantages indus, au lieu d'induire une crise sociale profonde. Il sera temps, plus tard, de reprendre la négociation sur l'effacement de la dette, une fois montré que le pays est en mesure de faire face à une partie d'entre elle, ce qui n'est pas le cas actuellement. Tôt ou tard, le tabou de la réduction de la dette devra tomber.

Pour ceux qui n'en sont pas convaincus, il suffit de lire [l'article de Reza Moghadam dans le Financial Times](#), un connaisseur. Avant d'atterrir chez Morgan Stanley, celui-ci a été le directeur Europe du FMI, de 2011 à 2014, à ce titre étroitement impliqué dans les négociations de la *Troïka*...

Yanis Varoufakis est partisan de faire dépendre le remboursement de la dette de l'évolution du PIB. Voir notamment [cette interview dans La Tribune](#).

3 raisons qui expliquent pourquoi un effacement d'une partie de la dette grecque est impossible

par Audrey Duperron · 27 janv. 2015 Express.be

Pour de beaucoup d'observateurs, la dette grecque, qui représente désormais 175% du PIB du pays, ne pourra jamais être remboursée totalement, et il faut donc envisager une annulation d'une partie de cette dette pour permettre au pays de repartir d'un bon pied. Certains rappellent à l'occasion que les Allemands eux-mêmes ont bénéficié d'un effacement d'une grande partie de leurs dettes après la Seconde Guerre Mondiale. Mais dans le Financial Times, Gideon Rachman explique qu'une réduction de la dette grecque créerait plus de problèmes en Europe qu'elle n'en solutionnerait, et il avance 3 raisons :

- Dans des pays du Nord comme la Finlande, les Pays-Bas et l'Allemagne, une annulation de la dette grecque susciterait une crise politique qui renforcerait les partis nationalistes et les partis d'extrême droite. Les politiciens locaux ont eu les plus grandes peines du monde à faire accepter les plans de sauvetage à leurs électeurs. Le Premier ministre de la Finlande, Alexander Stubb, a récemment indiqué que le sauvetage de la Grèce avait coûté 1 milliard d'euros à son pays, l'équivalent de 2% du budget public du pays. L'annulation de la dette équivalente serait très difficile à faire accepter aux Finlandais, qui ont été eux-mêmes confrontés à la récession.
- L'annulation de la dette grecque répandrait l'idée qu'il existe un moyen facile de résoudre le problème de surendettement de certains pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie et l'Irlande, sans que cela fasse appel à l'austérité. Des partis tels que Podemos (Espagne) et le Movimento 5 Stelle (Italie) capitaliseraient sur cette décision accordée à la Grèce pour promettre le même résultat à leurs électeurs. La crise de confiance qui en résulterait sur les marchés financiers serait à l'origine d'une montée des taux d'intérêt, et possiblement, d'une cascade de défauts de paiement dans la zone euro.
- Un défaut de la Grèce, même s'il ne provoque pas une dislocation de la zone euro, aurait de grandes conséquences politiques pour l'UE, et provoquerait éventuellement une panique financière. L'UE ne peut fonctionner correctement que si ses membres se font confiance, et qu'ils pensent que chacun d'entre eux respectera ses obligations financières.

Si cette notion est compromise, il deviendra impossible de conclure de nouveaux accords. Les pays du Nord refuseraient en particulier d'accorder tout nouveau plan de sauvetage, et il ne serait plus possible de réaliser des avancées sur le projet de l'union bancaire.

Mais selon Rachman, cela ne signifie pas pour autant que la Grèce est définitivement condamnée à l'austérité, et des alternatives peuvent être trouvées à une réduction de la dette pour en faciliter le remboursement.

Ces aménagements peuvent porter sur les intérêts sur cette dette, qui peuvent être réduits, ou dont l'échéance de paiement peut être repoussée. De même, il est possible de décaler les échéances de remboursement du principal de cette dette, jusqu'à ce que la Grèce renoue avec une franche croissance, par exemple (ces deux options ont déjà été appliquées). Combinées avec le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE et les faibles cours du pétrole, ces mesures pourraient justement permettre ce retour à la croissance du pays.

[Au Sud, referait-on l'euro ?](#)

Posté le 27 janvier 2015 par Bruno Colmant

Au-delà de l'expression des élections grecques, une question se pose : les économies du Sud de l'Europe ont-elles véritablement tiré un bénéfice structurel et collectif de leur appartenance à la zone euro ?

Pendant les premières années, ces économies et surtout leurs Etats, débarrassés du risque de change, ont pu se refinancer à des conditions allemandes et tirer profit d'un espace commercial étendu.

Mais depuis 2011, les pays du Sud doivent subir un drastique régime d'amaigrissement budgétaire dans un contexte de déflation et d'une monnaie trop forte.

Je ne sais pas si des études ont été réalisées, mais je me demande si ce ne sont pas les économies du Nord de l'Europe qui auraient, plus que proportionnellement à leur importance dans le PIB de la zone euro, bénéficié d'un effet d'aubaine, à savoir de ne pas devoir réévaluer leur monnaie tout en éliminant des concurrents du Sud européen. D'ailleurs, si la monnaie est trop forte pour Sud, elle est trop faible pour le Nord qui représente un pourcentage relatif supérieur du PIB de la zone euro.

Quoi qu'il en soit, si on devait refaire l'euro dans les circonstances contemporaines, on ne le referait pas, ce qui est la preuve qu'on aurait pas dû construire l'euro ou que sa gouvernance est inappropriée.

D'ailleurs, les études de banques d'affaires que les cours de changes des Etats-membres qui furent, un instant, en équilibre au moment de la création de la monnaie commune seraient très différents si on revenait théoriquement aux monnaies nationales.

L'orientation grecque démontre à suffisance ce que je crains depuis deux ans : l'euro ne subsistera dans les pays du Sud qu'au prix d'une absorption interne et massive de pertes sur les dettes publiques.

Il y aura de gigantesques abattements de créances, correspondant à des non-valeurs, qu'il faudra reconnaître.

Ces jours arriveront.

Ils seront sans doute déclenchés par des expressions démocratiques.

[Les Shadoks au pays du gaz et du pétrole de schiste](#)

28 janvier 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Cher lecteur,

Dès qu'il s'agit de gaz et de pétrole de schiste américains, je ne suis plus que "*shadenfreude*". Oui, j'avoue ressentir un peu de joie devant les difficultés des foreurs américains, ne serait-ce que parce que l'énorme battage médiatique qui a accompagné la "révolution de schiste" m'a vraiment tapé sur les nerfs.

Un peu de joie donc mais aussi de l'inquiétude car je crains que le respect des normes environnementales et la protection de l'environnement – qui sont loin d'être des points de détails dès qu'on rentre sur le terrain de la fracturation hydraulique – ne soient les premières victimes de cette chasse aux coûts "superflus".

Les mois passant, le baril s'enfonçant de plus en plus, la réalité a fini par les rattraper

A l'automne dernier, alors que le cours du pétrole commençait à dévisser sérieusement, les producteurs américains d'hydrocarbures étaient montés au créneau pour affirmer leur capacité de résistance. Les mois passant, le baril s'enfonçant de plus en plus, la réalité a fini par les rattraper.

Le PDG de Total, Patrick Pouyanne, a récemment déclaré lors du forum de Davos que le groupe allait réduire ses investissements dans le *shale* américain de 10% par rapport à 2014. Bon, relativisons, le désengagement du Français des territoires schisteux américains date de l'ère de Margerie. Celui-ci s'était en effet retiré de nombreux projets d'exploitation de gaz ou de pétrole dès 2012, et ce avec pas mal de fracas médiatique. L'annonce de Pouyanne ne vient donc que confirmer un mouvement entamé il y a plusieurs années déjà.

Plus inquiétant, Baker Hughes (NYSE:BHI), numéro 3 mondial des services pétroliers et qui vient de se faire racheter par son concurrent Halliburton (NYSE:HAL), a annoncé 7 000 suppressions d'emploi dans les 3 mois qui viennent, soit 11,5% de son effectif tout de même !

Halliburton va faire de même. Le groupe a déjà supprimé 1 000 emplois en fin d'année dernière et devrait de nouveau pratiquer des coupes sombres dans ses effectifs.

Schlumberger (FR:SLB ; NYSE:SLB), le 3e larron en matière de services pétroliers, a quant à lui annoncé 9 000 suppressions d'emploi.

Schlumberger, le 3e larron en matière de services pétroliers, a quant à lui annoncé 9 000 suppressions d'emploi.

Le secteur parapétrolier souffre très sérieusement et est prêt à tout pour réduire les dépenses.

Outre les emplois, les fermetures de puits commencent. L'Australien BHP Billiton vient ainsi d'annoncer qu'il allait réduire son nombre de puits exploitants gaz ou pétrole de schiste de 26 à 16.

La pompe infernale

Nous entrons dans une phase très compliquée pour les producteurs américains, et tout particulièrement pour les plus petits d'entre eux.

La logique voudrait que, les cours s'effondrant, les producteurs ferment leurs puits, entraînant ainsi une baisse de la production et donc, à terme, une remontée des cours

La logique voudrait que, les cours s'effondrant, les producteurs ferment leurs puits, entraînant ainsi une baisse de la production et donc, à terme, une remontée des cours.

C'est vrai en théorie... mais surtout pour les grands groupes, bien financés, qui peuvent se permettre de mettre fin à des projets sans risquer

de se retrouver sur la paille.

Mais ce n'est pas vrai pour les producteurs de taille plus réduite. La plupart des projets actuels ont été montés au moment où le baril dépassait allègrement les 100 \$, voire même les 120 \$.

Les projets qui ne sont pas encore entrés en phase de construction ou d'exploitation peuvent être retardés... mais ceux qui ont déjà été financés et qui sont entrés en fonctionnement peuvent difficilement s'arrêter.

Pour un petit exploitant, l'alternative est simple : produire ou mourir. Non seulement il doit produire mais il doit surtout produire beaucoup pour faire face aux remboursements de ses crédits et ne pas risquer de tout perdre dans une faillite. Les producteurs américains sont donc en train de noyer le marché sous leur production. Et ce faisant, ils aggravent l'excès d'offre et alimentent la baisse. C'est ainsi que, début janvier, la production de pétrole de schiste a atteint un record aux Etats-Unis, à 9,190 millions de barils

Pour un petit exploitant, l'alternative est simple : produire ou mourir. Non seulement il doit produire mais il doit surtout produire beaucoup

Ou comment installer soi-même la corde à laquelle on va être pendu...

Tout est-il donc perdu pour le pétrole ?

Non, car cette période Shadoks va bien finir par prendre fin.

La plupart des analystes prédisent une stagnation de la production dès le second semestre 2015 ou bien en début d'année prochaine

Reste à savoir quand. La plupart des analystes prédisent une stagnation de la production dès le second semestre 2015 ou bien en début d'année prochaine. Il faudra alors compter les morts du côté des producteurs américains.

Il me semble que nous avons encore au moins 6 mois très difficiles à vivre. Je surveillerai donc de près le niveau de production des principaux producteurs de la planète pour repérer une stagnation puis une baisse.

Dans une économie magique les faux prix masquent la réalité

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 27 janvier 2015

L'enthousiasme des marchés pour les décisions de Mario Draghi, se justifierait par le fait que « tout s'est passé encore mieux que prévu ». Dans un monde d'économie magique, l'anticipation auto réalisatrice est devenu ce qu'il y a de plus important. Tout se passe donc comme si les gérants étaient sous anesthésie générale faisant oublier tous les signes extraordinairement inquiétants qui se manifestent mondialement tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique.

En revanche, réfléchir sur l'économie réelle et le fait de savoir si les mesures peuvent être efficaces pour relancer les économies de la France et de l'Europe du Sud est devenu semble t il tout à fait secondaire...

La théorie économique dominante est devenue le freudo-keynésianisme

La classe politique française et les économistes freudo-keynésiens sont satisfaits car ils ont une grande nostalgie de la dévaluation. Elle permettait de corriger les grosses bêtises de politique économique et de redonner régulièrement un peu de compétitivité pour stimuler les exportations. Ils pensent que c'est ce qui va se produire bientôt, mais ils ont tort, car l'Euro est un système de change fixe où les différences de compétitivité ne peuvent pas s'ajuster par les taux de change...

Mario Draghi, président de la BCE, vient de mettre en place une politique de dévaluation de l'Euro, dans un espace économique qui possède un excédent des comptes courants de 2%. C'est une décision très inhabituelle qui va se traduire par le fait que le grand bénéficiaire sera une Allemagne qui n'en a pas du tout besoin. Elle a en effet des soldes du commerce extérieur et de la balance des compte courants (+7% du PIB) très largement excédentaires. Dans l'économie réelle, l'Allemagne est tout à fait compétitive avec un Euro à 1,40\$, la France autour de 1,20\$ et l'Italie à 1,10\$. Cela revient donc à subventionner le producteur allemand qui était déjà très compétitif. Les investissements en capital auront donc lieu au cours des prochains mois, pour l'essentiel, en Allemagne...

Comme le fameux retour de la confiance a très peu de chances de se produire, la BCE n'a fait que donner un peu de temps, pour permettre aux gouvernements défailants de faire progresser les réformes. Dans les pays qui ne feront rien ou qui n'agiront pas assez vite, la prochaine étape ne peut être que la destruction des régimes sociaux et la faillite des retraites complémentaires...

Après le pétrole et le Franc Suisse d'autres faux prix vont exploser

Il est curieux de constater que la majorité des économistes qui critiquent en permanence le « fiasco des politiques néolibérales », ne voient même pas que la quasi totalité de l'appareil productif a déjà été mis en France au service du financement du secteur public qui est passée en effet de 39,3% du PIB de prélèvements obligatoires en 1974 à 54% en 2007 et à 57% aujourd'hui contre 44% en Allemagne ! Nous vivons dans un système de dépenses sociales extrêmement dispendieux et très peu contrôlé sans véritable culture d'efficacité.

Quant à ceux qui critiquent l'efficacité des marchés, ils ne voient pas non plus que nous vivons dans un système de faux prix qui sont totalement manipulés par les banques centrales. Deux d'entre eux viennent de sauter : le pétrole et le Franc suisse.

La baisse du pétrole ne crée pas de valeur, c'est un transfert de richesse pour le consommateur. Les propriétaires de la rente qui captaient la quasi totalité des profits en redonnent une partie, ce qui s'analyse pour le consommateur comme une baisse d'impôt. L'effet sera différent selon les pays : important dans les pays où le prélèvement fiscal de l'état est faible (Etats Unis), moins important dans les pays où la fiscalité est importante (France), très faible dans les pays où la monnaie a beaucoup baissé comme le Japon qui importe pourtant 100% de son énergie. Les pays qui sont les grands gagnants sont en priorité l'Asie du Sud Est : Indes, Indonésie, Malaisie, Mexique car les subventions vont baisser. Elles représentaient mondialement 550 Md\$. En Indonésie cela représentait 3% du PIB.

Il reste encore les taux d'intérêt. On a du mal à comprendre pourquoi les économistes bien pensant ne voient pas que les taux zéro sont un véritable impôt sur les classes moyennes au profit des « riches ». C'est un impôt moralement indéfendable.

La Fed, banque centrale américaine est tombée sous le contrôle des grandes banques US.

La BCE est très largement soumise au lobby des grandes banques européennes.

Si les taux zéro voire négatifs durent trop longtemps on va assister à la ruine des assureurs au profit des banquiers....

Les dollars vont manquer

Les taux de change sont eux aussi complètement manipulés à commencer par le dollar, ensuite le Yen et enfin l'Euro.

Le dollar pourrait monter de façon incontrôlable, car les compte courants US s'améliorent. L'encours mondial des emprunteurs en dollar du secteur privé est de 9000Md\$ pour un déficit courant US de 400Md\$. Quand les sociétés devront rembourser leurs emprunts, leurs achats de dollars risquent de le faire exploser à la hausse.

Il faut se souvenir que toutes les grandes phases de baisse des marchés se sont produites avec des comptes courant américains qui s'amélioraient.

Le yen a beaucoup baissé, ce qui a pour résultat d'annuler en yen la baisse du prix du pétrole. On voit mal comment la devise japonaise peut encore continuer de baisser. Pour tous ceux qui ont une exposition au marché japonais, il vaut mieux acheter des valeurs de consommation au Japon et diminuer la couverture sur le Yen.

L'Euro est lui aussi une devise complètement manipulée. Le consensus qui se trompe souvent en matière le voit bientôt à la parité avec le dollar.

Le Renminbi va devenir de plus en plus une monnaie de réserve. La conséquence la plus prévisible est que le pourcentage de Renminbi dans les échanges inter asiatiques déjà à 30% va encore augmenter.

Sur le marché américain, l'économie va bien mais cela a déjà été largement pris en compte par les marchés. Les valeurs composant l'indice S&P 500 sont en moyenne surévaluées de deux écarts-types par rapport aux autres marchés. C'est le moment de baisser un peu l'allocation US dans les portefeuilles

L'Europe, fait partie des grands bénéficiaires de la baisse du pétrole si l'Euro ne continue pas de baisser au même rythme. Toutes les sociétés exportatrices sont chères. Les autres sont apparemment bon marché, mais dans la plupart des cas elles auront du mal à augmenter leurs prix. Il faut donc éviter d'acheter les sociétés dont le chiffre d'affaire ne monte pas.

La Chine est le seul pays à vivre dans un environnement où les prix sont presque libres. Tous les commentateurs nous explique qu'elle croule sous les dettes ce qui est exact, sauf que l'essentiel a servi à construire des infrastructures et de l'immobilier. Avec les 5000Md\$ de réserves dont elle

dispose, elle est en train de faire l'équivalent du Plan Marshall pour l'ensemble de l'Asie. Le prochain marché haussier c'est probablement la Chine

Les ruptures sectorielles et thématiques sont partout

Parmi les évolutions sectorielles, il faut avoir à l'esprit qu'il va être nécessaire de faire évoluer les portefeuilles pour tenir compte des évolutions et des ruptures qui sont en train de se produire notamment dans :

les banques qui sont vulnérables. La désintermédiation du secteur financier va s'accroître dans la ligne de ce qui s'est déjà passé pour les agences de voyage, les agents immobiliers, l'hôtellerie....

Les banques c'est encore 21% de la capitalisation boursière mondiale. Il y a donc un

gros risque de destruction de valeur sauf si la BCE décide comme au Japon, de continuer de privilégier les banques au détriment de l'économie.

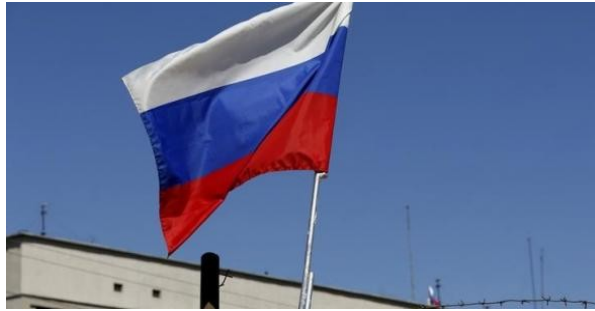
Les compagnies d'assurance qui sont elles aussi dans une situation difficile. On est en train de sacrifier l'assurance vie et la retraite sur l'autel des taux zéro. Cela va obliger les assureurs à faire des placements hasardeux pour doper le rendement de leurs placements.

La robotisation qui va encore progresser. Tous les pays à coût du travail bas vont avoir du mal car le coût du capital est devenu inférieur au coût du travail. Cela redonne une chance aux petites villes, aux petits pays. Parallèlement, les classes moyennes sont attaquées de tous les côtés.

L'énergie qui va être profondément modifiée. En matière d'électricité le problème du stockage est central et on va passer d'un modèle économique qui produit des « Mégawatts » à un modèle qui produit des « Négawatts »....

Nous aborderons tous ces sujets dans les semaines qui viennent car nous sommes dans dans une séquence où les ruptures touchent de nombreux secteurs qui nécessitent de changer la structure des portefeuilles.

[Standard & Poor's dégrade la note de la Russie, « sur ordre direct de Washington » selon Moscou](#)



Ce passage en catégorie "spéculative" va automatiquement écarter la dette russe du portefeuille de certains investisseurs. (Crédits : reuters.com)

L'agence de notation a abaissé d'un cran la note du pays, désormais fixée à "BB+", mettant en avant la dégradation de ses perspectives de croissance. Une décision qui, selon un diplomate russe, entrerait "dans la logique" des "actions coordonnées entreprises pour saper l'économie" de la Russie. Mi-janvier, le ministre russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaïev, avait jugé "*assez forte*" la probabilité de voir Standard & Poor's (S&P) dégrader la note de la Russie. Ses craintes se sont confirmées, lundi 26 janvier. L'agence de notation a abaissé d'un cran cette note, désormais fixée à "BB+", ce qui la fait passer en catégorie spéculative.

Pour justifier sa décision, S&P, qui n'exclut pas un abaissement ultérieur, a mis en avant la détérioration de la flexibilité monétaire du pays, ainsi que la dégradation de ses perspectives de croissance. Standard & Poor's avait déjà adressé en décembre un avertissement, après une chute historique du rouble qui a plongé le pays dans sa pire crise monétaire en quinze ans de pouvoir de Vladimir Poutine.

Risque de fuite des capitaux accrue

Standard & Poor's est la première agence internationale à classer le pays dans la catégorie des dettes souveraines "spéculatives", ou "pourries" en jargon financier. Cette décision va automatiquement écarter la dette russe du portefeuille de certains investisseurs et risque d'accélérer les fuites de capitaux massives causées par la crise ukrainienne, aggravant ses difficultés économiques alors qu'une profonde récession se profile déjà pour cette année.

Fin décembre, le ministre russe de l'Economie avait estimé que si la menace d'abaissement de la note était mise à exécution, cela aurait des "*conséquences matérielles*" pour Moscou, qui pourrait se trouver contraint de rembourser de

manière anticipée jusqu'à 30 milliards de dollars de dette.

Un "pessimisme excessif" selon le ministre russe des Finances

Cependant, Anton Silouanov, le ministre russe des Finances, a estimé que l'agence d'évaluation financière faisait preuve d'un *"pessimisme excessif"*, appelant à ne *"pas dramatiser"* les conséquences de cette décision.

"La décision qui a été prise démontre un pessimisme excessif et ne prend pas en compte toute une série de facteurs qui font la force de l'économie russe", a-t-il notamment déclaré.

Il a cité notamment le niveau élevé des réserves de devises étrangères dont dispose la Russie, actuellement à 379 milliards de dollars, et le faible niveau de la dette extérieure de la Russie.

"Une nouvelle vague d'hystérie antirusse"

Un haut diplomate russe a même estimé que la décision de l'agence américaine correspond à une sanction déguisée décidée *"sur ordre direct de Washington"*. Vassili Nebenzia, vice-ministre des Affaires étrangères, a déclaré à l'agence Ria-Novosti:

"Le fait que cette décision ait été prise maintenant n'est pas étonnant: par une coïncidence étrange, elle correspond avec une nouvelle vague d'hystérie antirusse".

"Je n'ai aucun doute sur le fait qu'elle a été prise non pas sur suggestion, mais sur ordre direct de Washington", a-t-il ajouté.

L'annonce de Standard & Poor's entre selon lui *"dans la logique"* des *"actions coordonnées entreprises pour saper l'économie"* russe qui correspondent à *"la partie cachée de la guerre de sanctions"*.

"Les entreprises sérieuses ne vont probablement pas se baser sur de telles notations"

Le Kremlin a dénoncé pour sa part une décision qui *"a un lien minimal avec l'économie mais qui est orientée"*. Le porte-parole de la présidence, Dmitri Peskov, a estimé:

"Les entreprises sérieuses ne vont probablement pas se baser sur de telles notations qui ne reflètent pas la situation réelle".

La dégradation de l'agence de notation tombe au moment où Washington et Bruxelles ont menacé Moscou de nouvelles sanctions économiques pour son soutien, y compris selon eux militaire, aux séparatistes prorusses de l'Est de l'Ukraine, où de sanglants combats ont eu lieu ce week-end.

La Grèce fait basculer l'Europe

Par Stéphane Montabert. Publié le 28 janvier 2015 [ontrepoints](#)

La Grèce tombera-t-elle dans la dictature du prolétariat ? Certains peuvent s'en inquiéter – ou s'en réjouir – mais cela semble très peu probable.

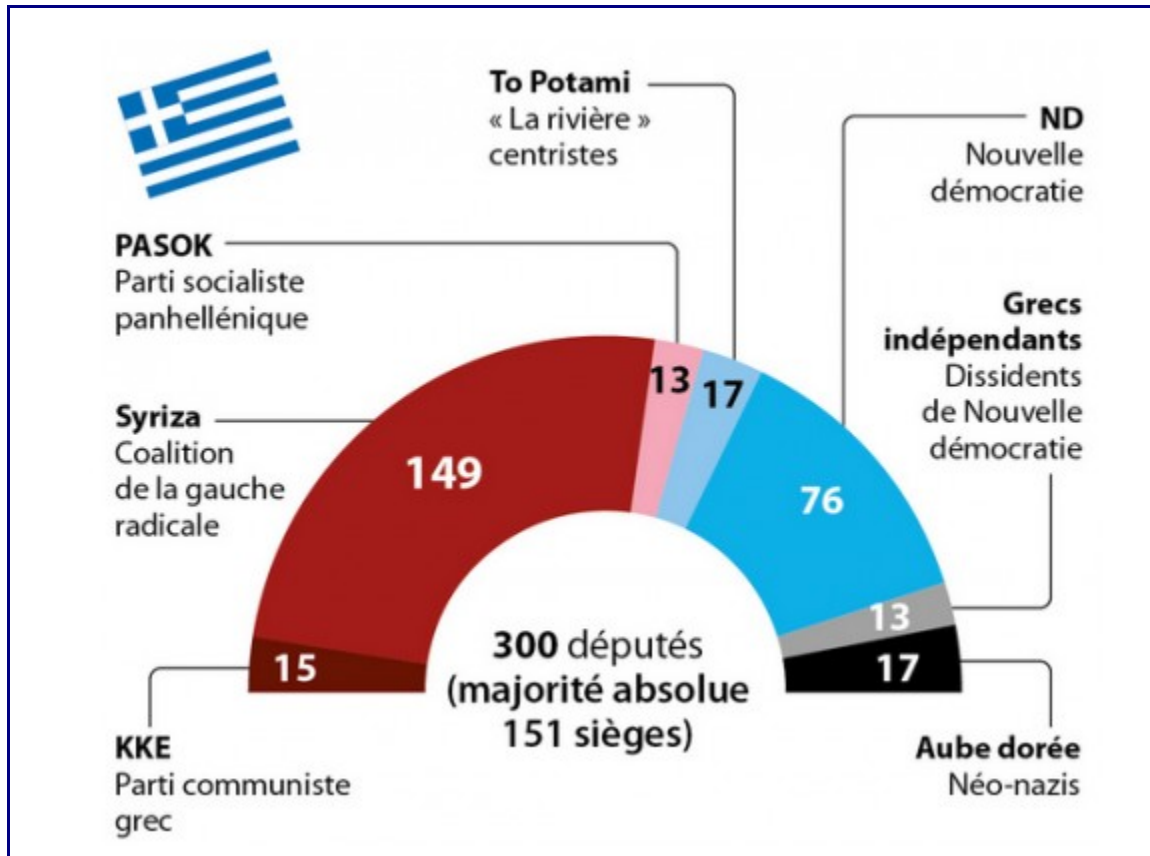


Grâce à un système électoral donnant l'avantage au parti arrivé premier aux élections – et probablement conçu à l'époque avec d'autres partis en tête – le mouvement d'extrême-gauche Syriza, crédité de 36,34% des voix, fait main basse sur 149 postes de députés sur les 300 que compte l'assemblée grecque, à un cheveu de la majorité absolue.

Les sondages qui laissaient entendre un faible écart entre Syriza et Nouvelle démocratie, le parti conservateur d'Antonis Samaras, en sont pour leurs frais ; l'extrême gauche compte quasiment dix points d'avance. Le podium se complète avec Aube Dorée, représenté par 17 députés en obtenant 6,28% des voix malgré des accusations « d'organisation criminelle » dont elle est affublée depuis un an et demi – un qualificatif dont on se demande encore pourquoi il ne s'applique pas à l'intégralité de la classe politique...

La Vouli, le parlement grec, se complète avec To Potami (centriste), 6,05% et

17 députés, les communistes du KKE avec 5,47% et 15 députés, les Grecs indépendants (droite) avec 4,75% et 13 députés et, fermant la marche, le Pasok socialiste. Autrefois tout-puissant, il est réduit à quasiment rien : 4,68% des voix, soit tout juste le quorum pour avoir encore le droit de siéger avec 13 députés.



La participation s'est élevée à 64% : les Grecs n'ont pas boudé les urnes.

Marxiste de la première heure et fan de Che Guevara, Alexis Tsipras, chef de Syriza, a prêté serment comme Premier ministre. La Grèce tombera-t-elle pour autant dans la dictature du prolétariat ? Certains peuvent s'en inquiéter – ou au contraire, s'en réjouir, à la façon de divers partis d'extrême-gauche ailleurs en Europe – mais cela semble très peu probable.

D'un côté, Syriza a un programme [assez typique](#) de la gauche utopique, mêlant populisme et incurie économique ; citons par exemple l'introduction d'un nouvel impôt pour les ultra-riches (très original), la hausse du salaire minimum (très original également, et qui poussera encore davantage de Grecs au chômage ou dans le travail au noir), un 13ème mois pour les retraités (mais pas une réévaluation de leurs rentes amputées au nom des mesures d'austérité des précédents gouvernements), la gratuité de l'électricité ou des

transports pour certaines catégories sociales, des travaux publics pour relancer l'activité, et ainsi de suite.

Tout cela n'est évidemment pas finançable, mais pousse Syriza à cultiver le principal argument qui a conduit les électeurs à lui donner sa chance : la volonté de renégocier la dette grecque vis-à-vis de ses bailleurs de fonds de la zone euro.

Les Grecs ne tiennent pas à abandonner l'euro, mais l'économie de leur pays étouffe sous le poids de sa dette, encore 177% du PIB aujourd'hui. Il est impensable de continuer pendant des décennies au rythme d'une crise économique continue qui fait fuir la population du pays, menace tout investissement et influe jusqu'à sa natalité. La Grèce meurt de ses dettes.

Littéralement.

La Grèce n'est pas de gauche. Syriza ne l'a emporté que grâce au scrutin d'électeurs de droite prêts à mettre entre parenthèses leurs valeurs habituelles. Et ces gens l'ont fait simplement parce qu'ils voulaient, absolument, que le gouvernement élu fasse autre chose que ce mélange de soumission et de veulerie face aux exigences de Bruxelles. Les Grecs en ont eu assez d'une rigueur apparemment sans fin, uniquement destinée à préserver l'orthodoxie financière chère à Mme Merkel et aux comptes de l'État allemand. Ils ont estimé qu'ils n'avaient plus rien à perdre.

La Grèce est en faillite, point. La poursuite des « réformes » et de la « rigueur » jusqu'à ce que la dernière entreprise privée du pays rende gorge n'a absolument aucun sens.

Alexis Tsipras a été élu pour organiser une faillite ordonnée.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la faillite n'est ni interdite, ni rare, même à l'échelle d'un pays. Depuis 1830, la Grèce a fait six fois faillite et elle n'est pas la seule. La faillite est un risque contre lequel le prêteur cherche à se prémunir sans jamais le rendre complètement nul ; il peut en tenir compte à travers les taux d'intérêts, l'examen de la situation du débiteur et l'emploi prévu pour les fonds. En dernier recours, si trop de doutes subsistent, il se réserve le droit de refuser la transaction.

En 2012, lors de la dernière faillite grecque, le secteur privé a consenti des pertes de 70% sur la dette grecque. En échange, ses titres ont été repris par des pays de la zone euro au nom de la solidarité entre les membres. Aussi,

aujourd'hui, ce ne sont donc plus des banques qui sont menacées, mais essentiellement ces nouveaux créiteurs de la Grèce, les différents États de la zone euro eux-mêmes. Directement. La France, par exemple, est exposée à la dette grecque à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros – personne n'étant en mesure de livrer un montant exact tant les montages financiers sont complexes. Une première estimation, plus ancienne et vraisemblablement incomplète, faisait état d'une addition à hauteur de 40 milliards.

Les dirigeants de la zone euro n'ont que mépris pour la Grèce et sa population. Ils ne s'inquiètent ni de la réputation de la zone euro, ni des cours de la bourse, ni d'un éventuel mauvais exemple sur d'autres pays membres, ni de l'effet sur le bilan comptable des banques commerciales. Ils s'inquiètent avant tout pour leurs propres finances publiques et le gouffre colossal qui s'ouvrira sous leurs pieds si la Grèce renonce à rembourser. Car leurs notes, leur bilan et le financement de leur propre dette en subira les conséquences. Imaginez l'effet d'une simple augmentation de 1% du coût de financement de la dette française...

Alors, tout le monde cherche à s'entendre pour une simple question de survie. Alexis Tsipras ne tient pas à quitter la zone euro mais ne veut plus que le peuple grec soit saigné à blanc simplement parce que la Troïka est incapable de faire face à un défaut de son pays. Les partenaires de la Grèce cherchent à gagner du temps et à négocier leur propre survie tout en surveillant avec inquiétude les regards envieux des autres pays en difficultés de la zone euro. Ils savent très bien qu'ils ne pourront pas sauver tout le monde, qu'ils ne pourront pas aménager les dettes de tout le monde – seulement, partiellement, celles de la Grèce. Encore. Et cela risque de ne pas suffire.

Lors de la prochaine photo de famille des chefs d'États de la zone euro, certains sourires risquent d'être encore plus crispés que d'habitude. Et en l'état il semble bien peu probable que la zone euro finisse l'année sous sa forme actuelle.

Le changement climatique : points de repère

Alain Grandjean Posté le 5/01/2015

Ce petit texte vise à donner les points de repère qui me semblent essentiels à tous ceux qui s'interrogent de bonne foi sur l'origine des informations qui permettent de fonder un diagnostic solide sur le changement climatique et ses causes. Merci à ceux qui repèreraient une erreur ou une omission

significative, cette note n'ayant en aucun cas pour vocation d'être exhaustive mais juste de constituer un socle de départ. C'est ici sa deuxième version. Merci à François-Marie Bréon (chercheur au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement) pour ses remarques et suggestions relatives à la première version.



1) Un diagnostic qui repose sur des bases et des sources solides

La physique de l'effet de serre est bien connue depuis les travaux précurseurs de Joseph Fourier en 1824. Il s'agit principalement de l'application des lois régissant les transferts de chaleur par rayonnement. Le rôle de l'atmosphère et de ses différents composants dans la température moyenne planétaire de surface n'est plus discutable. Sans son atmosphère notre planète connaîtrait une température de surface de -19°C . au lieu de 15°C , sa moyenne actuelle.

L'instrumentation qui permet d'analyser les phénomènes en jeu (température, niveau de la mer,..) est de plus en plus fine et sophistiquée grâce notamment au recours aux satellites. Ses résultats sont de plus en plus convergents. Pour la température par exemple, les conclusions sur l'évidence de sa hausse depuis le milieu du XIX^e siècle sont issues du recoupement des données compilées par quatre laboratoires de réputation mondiale^[1] à partir de données de multiples agences (dont Météo France par exemple).

En ce qui concerne la modélisation du climat nécessaire pour projeter son avenir en fonction de divers scénarios, elle progresse régulièrement tant du fait de progrès permanent dans la progression des processus, des mesures que des capacités de calculs qui permettent d'affiner et d'enrichir les modèles^[2]. Ainsi au niveau mondial, on dénombre une vingtaine de modèles globaux^[3].

Même si, du fait de la complexité des phénomènes, les résultats des simulations font apparaître des écarts d'un modèle à l'autre, notamment au niveau régional, les principales conclusions que nous développerons dans la suite (points 2, 3 et 4 suivants) s'avèrent très robustes et mènent au même constat global. Et les principaux arguments des « climato-sceptiques » ont reçu des réponses documentées et convaincantes^[4] sur lesquelles nous ne reviendrons pas dans cette note de synthèse.

Le GIEC^[5] (groupement intergouvernemental d'experts sur le climat) réalise un travail de synthèse de très grande rigueur qui fait l'objet d'une publication environ tous les 5 ans depuis. (1990, 1995, 2001, 2007, 2013-2014). Le dernier a été rédigé par 831 experts^[6] (les meilleurs spécialistes de leur discipline) qui ont bénéficié du travail de centaines de contributeurs et de milliers de relecteurs, issus de plus de cent pays, et ont passé plusieurs dizaines de milliers d'études au crible. De tels moyens n'ont jamais été mis en œuvre dans l'histoire des sciences pour vérifier une hypothèse.

Les conclusions du GIEC sont partagées de manière quasi-consensuelle par les communautés scientifiques concernées^[7]. Depuis 2001, de nombreuses académies des sciences nationales ont fait des déclarations (parfois conjointes) affirmant la cause anthropique du réchauffement global observé et demandant aux nations de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Plusieurs études analysant le contenu des articles scientifiques sur le climat montrent que la quasi-totalité des articles qui prennent position sur les causes du réchauffement climatique appuient le consensus scientifique selon lequel ce réchauffement est attribuable à l'activité humaine.

2) Le climat se réchauffe depuis 150 ans et les conséquences en sont visibles

Bien évidemment, à l'échelle de l'histoire de la planète (4,5 milliards d'années) le climat n'a cessé de changer sous l'influence de grands déterminants (irradiance solaire, variation de l'orbite terrestre, dérive des continents, volcanisme, émissions de méthane et d'oxygène par le vivant,

capacité d'absorption des océans, etc.). Mais un changement climatique récent, peut s'observer depuis le milieu du siècle dernier, et il se caractérise par plusieurs éléments distincts et convergents.

Tout d'abord, la hausse de la température moyenne planétaire^[8] est évaluée à 0,85°C [0,65 à 1,06] °C sur la période 1880-2012. Elle a été plus forte au milieu du siècle dernier et son rythme de croissance actuel est de l'ordre de 0,12 [0,08 à 0,14] °C par décennie sur la période 1951–2012. En outre, le rythme d'élévation du niveau moyen des mers^[9], autre indicateur essentiel d'un réchauffement de la planète, se situe depuis le milieu du XIX^e siècle, à un niveau supérieur au rythme moyen des deux derniers millénaires. Entre 1901 et 2010, le niveau moyen des mers à l'échelle du globe s'est élevé de 0,19 m [de 0,17 à 0,21 m].

On relève par ailleurs un faisceau de signaux qui sont la signature du réchauffement et qui en traduisent déjà les premières conséquences^[10]. Les températures ont plus augmenté la nuit que le jour au-dessus des continents. Les épisodes de précipitations intenses et d'inondation ont augmenté dans l'hémisphère nord. On a observé un plus grand nombre de vagues de chaleur extrême et ces vagues touchent un plus grand nombre de régions. Sur les deux dernières décennies, temps très bref à l'échelle de l'histoire, la masse des calottes glaciaires a diminué, les glaciers de pratiquement toutes les régions du globe ont continué à reculer, et de manière accélérée, les étendues de la banquise arctique et du manteau neigeux de printemps de l'hémisphère nord ont diminué. Le réchauffement des eaux de surface fait sortir les cyclones tropicaux de leur route habituelle. C'est le cas de l'ouragan Sandy de l'automne 2012, qui a touché la Nouvelle Angleterre.

3) Les causes de ce changement climatique sont bien identifiées : la principale est l'émission anthropique de gaz à effet de serre

Sur très longue période, le climat obéit à de multiples paramètres. Mais, pour les dernières décennies, le réchauffement et sa structure spatiale s'expliquent principalement par l'évolution de la composition de l'atmosphère et par

l'augmentation des gaz à effet de serre d'origine anthropique; les autres facteurs sur cette période (volcanisme, émissions d'aérosols, cycle du soleil, variation climatique « naturelle », notamment oscillations ENSO^[11], changement d'albedo^[12] dû au changement d'affectation des sols), jouent un rôle de second ordre^[13].

Les concentrations atmosphériques des principaux gaz à effet de serre que sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O) ont toutes augmenté depuis 1750 en raison des activités humaines^[14], pour atteindre des niveaux sans précédent depuis au moins 800 000 ans. La concentration du dioxyde de carbone a augmenté de 40 % depuis l'époque préindustrielle. Cette augmentation s'explique en premier lieu par l'utilisation de combustibles fossiles et en second lieu par le bilan des émissions dues aux changements d'utilisation des sols (notamment déforestation pour laisser place à l'agriculture). L'océan a absorbé environ 30 % des émissions anthropiques de dioxyde de carbone, ce qui a entraîné une acidification de ses eaux^[15].

4) L'humanité a une influence considérable sur la planète

Que l'humanité puisse modifier le climat provoque généralement un mouvement d'incrédulité. Quelques éléments permettent néanmoins de comprendre que l'humanité est devenue une force « tectonique », qui peut faire jeu égal avec la nature.

L'énergie consommée par l'activité humaine est de l'ordre de 12 milliards de Tep^[16]. Elle permet par exemple de déplacer annuellement des quantités de matériaux de l'ordre de grandeur de ce que les volcans du monde entier expulsent (30 à 40 milliards de tonnes par an) lors de leurs éruptions^[17].

L'empreinte de l'humanité sur l'ensemble des écosystèmes, sur les ressources naturelles est marquante (eau, aridification et épuisement des sols, déforestation, destruction des ressources halieutiques, destruction de la biodiversité^[18]). A nouveau ces impacts sont malheureusement indiscutables

[19] et en eux-mêmes ils sont sources de grandes difficultés pour les plus pauvres qui seront aggravées par le changement climatique.

5) Dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, le changement climatique aura des conséquences lourdes

Le réchauffement climatique dépend principalement des concentrations de GES, accrues par les émissions qui sont actuellement croissantes. Si nous poursuivons cette croissance, les modèles climatiques montrent que la hausse des températures moyennes sera comprise entre + 3,7 °C et + 4,8 °C, à horizon 2100 (et sa progression continuera après) [20]. Or nous savons que l'écart de températures entre une période glaciaire et une période interglaciaire – comme celle que nous vivons depuis environ 12 000 ans – est de 5°C environ. La hausse potentielle de la température est donc considérable ; un changement d'ère climatique se réaliserait en un siècle (contre des millénaires naturellement). Les impacts de ces changements sont l'objet d'études approfondies. On sait déjà qu'ils sont tragiques pour les pays du sud (accroissement de l'aridité et de la désertification dans les zones déjà sèches, bouleversement des moyens d'existence (approvisionnement alimentaire et en eau potable, risque d'effondrement des écosystèmes marins) des zones côtières, insécurité alimentaire, migrations climatiques...). Dans les pays développés, elles seront lourdes aussi (un été sur deux en 2050 en moyenne sera caniculaire comme 2003 en Europe de l'ouest avec des risques de mortalité et de morbidité, particulièrement pour les populations urbaines) ; elles nécessiteront d'entreprendre de très gros travaux d'adaptation, notamment pour les résidences, installations industrielles et infrastructures situées auprès des mers et océans.

Ces impacts viennent se surajouter aux sources actuelles d'injustice et de dureté de la vie que connaissent des milliards d'êtres humains.

[1] NASA GISS, NOAA NCDC, HadCRUT4, Cowtan & Way. L'évaluation de la température mondiale planétaire suppose de disposer de nombreux capteurs bien placés, mais aussi de retraiter les informations fournies. C'est un travail scientifique délicat. Voir <http://www.realclimate.org/index.php/archives/2014/01/global-temperature-2013/#more-16736>

[2] Ces modèles intègrent la circulation de l'air dans l'atmosphère, et les transports d'eau qui y sont associés, la circulation océanique et les interactions entre l'océan et l'atmosphère, la formation et la fonte de la glace de mer, les nuages, les échanges de carbone entre l'atmosphère et la planète, et certaines rétroactions du réchauffement sur les émissions « naturelles » de gaz à effet de serre, et notamment le comportement de la végétation.

[3] Voir par exemple http://www.universcience.fr/climobs/rubrique/mecanismes_modeles-climatique/

[4] Voir par exemple le site <http://www.realclimate.org> une des références dans la communauté scientifique qui travaille sur les questions climatiques

[5] Créé en 1988 par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme pour l'Environnement des Nations Unies (PNUE), il rassemble des membres de tous les pays appartenant à l'Organisation des Nations Unies. Voir <http://www.ipcc.ch/>

[6] Voir <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-auteurs.html>

[7] http://fr.wikipedia.org/wiki/Positionnement_de_la_communaut%C3%A9_scientifique_envers_le_r%C3%A9chauffement_climatique

[8] Depuis 1000 ans, la température moyenne n'a varié que de quelques dixièmes de degré par siècle.

[9] Dû au réchauffement de l'eau, qui la dilate et à la fonte des glaciers et des banquises

[10] Voir par exemple <http://www.universcience.fr/climobs/2012/12/19/effets-deja-visibles-du-rechauffement/>

[11] ENSO est un acronyme composé à partir des termes El Niño et Southern Oscillation (oscillation australe). C'est un phénomène climatique et océanographique reliant le phénomène El Niño et l'oscillation australe de la pression atmosphérique.

[12] L'albedo est le pouvoir réfléchissant d'une surface qui verra selon le type de couverture : les glaces ont une albedo élevée au contraire de l'océan ou d'une forêt. L'albedo de la planète (égale à 0,30) diminue avec le réchauffement climatique, ce qui tend à l'accroître.

[13] Le forçage radiatif anthropique total (qui mesure l'impact de certains facteurs affectant le climat sur l'équilibre énergétique du système couplé Terre/atmosphère) en 2011 par rapport à 1750 est de 2,29 [1,13 à 3,33] $W m^{-2}$. Le forçage radiatif dû aux changements de concentration de ces gaz est de 2,83 [2,26 à 3,40] $W m^{-2}$.

[14] En 2011, les concentrations respectives de ces gaz à effet de serre étaient de 391 ppm, 1803 ppb et 324 ppb, et dépassaient les niveaux préindustriels d'environ 40 %, 150 % et 20 %.

[15] L'acidification de l'océan est quantifiée par la diminution du pH. Le pH de l'eau de mer a diminué de 0,1 depuis le début de l'ère industrielle, soit une augmentation de 26 % de la concentration en ions hydrogène. Les conséquences de cette acidification sur les écosystèmes marins sont graves en elles-mêmes.

[16] Tonnes équivalent pétrole. Cette consommation a cru depuis 1900 de manière exponentielle (2,9% par an, soit une multiplication par 17). Elle représente aujourd'hui 1,7 Tep ou 20 MWh par personne, avec des écarts considérables entre les pays.

[17] Voir par exemple <http://www.planetoscope.com/environnement/sols>

[18] Voir par exemple <http://www.millenniumassessment.org/fr/Reports.html> ou http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/?pid=decouv_chapA_p2_fl

[19] Voir par exemple Anthony D. Barnosky et al. Approaching a state shift in Earth's biosphere, *Nature* 486, 52–58 (07 June 2012)

[20] Voir <http://www.ipcc.ch/>

La leçon boursière d'Eugenie Bouchard

Bernard Mooney Publié le 27/01/2015



Eugenie Bouchard. Photo: Shutterstock

La performance d'**Eugenie Bouchard** contre **Maria Sharapova** illustre une leçon cruciale pour l'investisseur. Pour réussir, il faut d'abord ne pas se battre soi-même.

Le match de quart de finale de l'Australian Open s'est terminé par une défaite en deux sets pour la Québécoise contre la grande Russe. Il faut comprendre que le seul fait de se rendre en quart de finale est une belle réussite pour Madame Bouchard. Toutefois, toute défaite est amère, surtout pour une professionnelle aussi déterminée qu'ambitieuse.

En fait, la différence dans la performance des deux joueuses se voit dans une seule statistique : Eugenie Bouchard a commis 30 fautes directes. Une faute directe est une faute commise par un joueur sans que rien ne l'ait forcé à la commettre. Autrement dit, elle s'est battue elle-même.

Et c'est exactement ce que font tellement d'investisseurs....

En fait, si vous connaissez le tennis, vous savez que les professionnels ont tendance à commettre beaucoup moins de fautes directes que le joueur amateur, qui se bat systématiquement lui-même.

Il le fait en prenant des chances, en tentant des coups extrêmement difficiles, voire impossibles, etc.

C'est un peu ce qu'a fait Eugenie Bouchard en Australie, et ce qu'elle a

admis en entrevue après le match. «Constamment pressée par Maria Sharapova, je me suis retrouvée à tenter des coups parfaits, très difficiles, provoquant de nombreuses erreurs. »

Voilà l'erreur que font tant d'investisseurs en Bourse. Comment cela se manifeste-t-il? En un mot: en spéculant!

Si vous prenez des chances en Bourse, vous vous battez vous-même, c'est aussi simple que cela. Et cela peut prendre différentes formes, comme acheter des actions avec de l'argent emprunté, chercher des gains rapides en achetant des titres spéculatifs, acheter des titres de sociétés très endettées, jouer au plus fin avec la Bourse, cherchant à vendre tout juste avant une correction, etc.

Par ailleurs, la façon d'éliminer les fautes directes en Bourse est d'investir pour le long terme, sans spéculer, d'acheter des titres de qualité, d'éviter la dette et d'ignorer les fluctuations. Cela ne représente pas une garantie que vous deviendrez millionnaire, mais cela diminue les chances que vous vous battiez vous-même. Et c'est un très bon départ vers la richesse.

La grande contradiction c'est que vous ferez plus d'argent en Bourse en étant prudent qu'en étant téméraire. Car comme dans bien des sports, pour avoir une chance de finir premier, il faut s'assurer d'abord de finir!

Des profits embrouillés par le pétrole

Bernard Mooney LesAffaires.com Publié le 26/01/2015

Si pour vous et moi, la baisse des prix pétroliers est sans équivoque un événement positif, les investisseurs sont moins certains. En effet, ils ont tendance à voir le verre à moitié vide quant aux impacts à court terme en se disant qu'il sera toujours le temps d'embrasser les retombées positives, lorsqu'elles se manifesteront.

Il y a 10 semaines, les analystes financiers prévoient des bénéfices par action de 134\$US pour l'exercice 2015 pour l'ensemble des sociétés du S&P 500. C'était une croissance de 14% par rapport aux bénéfices prévus pour 2014. Vendredi dernier, ces prévisions avaient été révisées à environ 126\$US, ce qui représenterait une amélioration de 6,5% par rapport à l'an dernier.

Avant d'en dire plus long, je vous fait immédiatement remarquer que ce 6,5% est environ la moyenne historique pour le S&P 500 depuis 60 ans. C'est donc que les analystes étaient un peu trop optimistes, ce qui est un phénomène récurrent.

Le fait que ces attentes aient été dégonflées est une bonne nouvelle en soi. Cela diminue les chances d'être déçu!

Reste qu'il y a quelques vents de face qui devraient affecter la rentabilité des sociétés cette année. Évidemment, tout le secteur énergétique est au premier plan de l'actualité. D'ailleurs, environ 70% de la baisse des prévisions de bénéfices pour 2015 depuis 10 semaines s'explique par la dégringolade des prix pétroliers.

De plus, l'appréciation du dollar américain face à la plupart des devises, en particulier l'euro, affectera les bénéfices des multinationales. Ce fut un facteur pendant toute l'année dernière, mais cela est encore plus vrai depuis trois mois. Pour avoir une bonne idée de cet impact, il faut se rappeler que les sociétés du S&P 500 réalisent environ 40% de leurs bénéfices à l'extérieur des États-Unis.

Alors, le gain de près de 20% du billet vert depuis un an par rapport à un panier de devises représente une force négative pour les profits cette année. Et pour compliquer encore plus le portrait, la croissance dans bien des pays importants pour ces multinationales, entre autres en Europe, est relativement faible.

Tout n'est pas négatif, toutefois. Le dividende pétrolier, le nom que je donne aux retombées positives de la fonte des prix du pétrole, se fera sentir progressivement au fil des mois en 2015, procurant un catalyseur positif pour les profits des entreprises. De plus, les mesures prises par les banques centrales, comme celle de la Communauté européenne et du Canada, pour stimuler leurs économies donneront des fruits dans les prochains mois.

Du côté canadien, nos sociétés aussi vivront une année partagée. Toutes celles actives de près ou de loin dans le grand secteur des ressources seront encore frappées par la baisse des prix des matières premières. Les autres devront se démarquer dans une économie en croissance faible. Enfin, l'importante baisse de notre devise par rapport au dollar US depuis novembre aidera nos exportateurs.

Dans l'ensemble, il vaut mieux avoir des attentes modérées quant aux profits cette année.

7 raisons de croire en l'énergie photovoltaïque

Olivier Mormiche / Président de In sun we trust | Le 27/01 , LesEchos.fr

[Blague du jour.]



Alors que le photovoltaïque gagne en compétitivité, il n'est plus l'heure de tergiverser mais de se positionner rapidement pour bénéficier des retombées économiques.

La plupart des articles qui exposent les avantages de l'énergie solaire ont tendance à s'articuler autour d'un thème donné : celui-ci évoquera les questions de prix, lorsque celui-là s'intéressera à l'impact environnemental tandis que d'autres encore préféreront rappeler son intérêt stratégique.

Cette démarche, somme toute naturelle, présente l'inconvénient de créer des débats parfois sans fin sur la pertinence de tel ou tel argument, les tristes sires obtus étant souvent passés maîtres dans l'art du sophisme. Or, la décision de privilégier une forme d'énergie par rapport à une autre a de telles répercussions, dont certaines se font hélas déjà ressentir, que le décideur avisé devra s'attacher à avoir une vision globale des avantages et inconvénients de chaque alternative avant de trancher.

Lorsque la plupart des pays du globe, à commencer par les plus grandes puissances économiques mondiales (USA, Chine, Japon, Allemagne...), sont d'ores et déjà convaincus de la nécessité d'intégrer une part massive de solaire dans le mix énergétique, il semble judicieux de fournir une vue d'ensemble des multiples bénéfices liés à l'utilisation du photovoltaïque, à l'usage en particulier des rares sceptiques qui n'ont pas encore eu

l'opportunité d'en apprécier toute la richesse.

Prix de revient de l'électricité

À tout seigneur, tout honneur. Dans un monde qui continue à privilégier le profit à court terme, la question du coût reste centrale. C'est sans surprise que la plupart des publications se concentrent sur cette problématique, et c'est également sur ce sujet que la plupart des contre-vérités circulent (ne serait-ce qu'Henri Proglio qui, il y a 6 mois, annonçait des prix de [l'électricité photovoltaïque](#) 2 à 3 fois supérieurs à la réalité).

Que les choses soient donc claires : le solaire résidentiel est déjà compétitif [dans 42 des plus grandes villes des États-Unis](#) et il est prévu qu'il le soit [sur 80 % de la planète d'ici 2017](#) . D'une façon plus générale, le [LCOE](#) du photovoltaïque au sol est le plus bas aux côtés de celui de l'éolien.

Plus important encore, ce [prix continue de baisser](#) ! Et de nombreuses façons de le réduire encore drastiquement sont disponibles : prix des composants de base eux-mêmes évidemment, mais également innovations techniques (en particulier augmentation de la puissance des panneaux), innovation financière (titrisation), coût du financement, volonté politique (simplification des procédures), repowering, etc. À titre d'illustration, même une amélioration minime de chacun des aspects évoqués ci-dessus permettrait déjà une amélioration du LCOE de 10 %.

Prix cache des énergies conventionnelles

Lorsque l'on compare les prix de revient de chaque source, on oublie souvent de parler des coûts indirects ([les fameuses externalités](#)) : pollution de l'eau, santé, changement climatique, accidents, etc.

Sur ces sujets, commençons par noter que le photovoltaïque au sol est [la technologie la plus efficace](#) en terme de coûts pour lutter contre le changement climatique (rappelons que cette année Paris accueille la COP21).

En outre, le photovoltaïque n'est généralement à l'origine que de [très peu de nuisances](#) ou d'accidents, et ceci sur la totalité de la [chaîne de valeur](#) (pour rappel, les coûts sanitaires liés à la pollution de l'air sont estimés à eux seuls entre [20 à 30 milliards](#) et sont liés en majeure partie à l'énergie).

Décentralisation

L'électricité issue de sources dites conventionnelles est la plupart du temps générée sur un nombre restreint de sites de grandes puissances. Ceci découle de considérations essentiellement financières (économies d'échelle, transport du combustible...), mais n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes. D'abord en terme de qualité de la distribution électrique, puisqu'une difficulté localisée (panne, avarie, rupture d'une ligne de transmission) aura un impact sur un très grand nombre d'utilisateurs : accès restreint voire plus d'accès du tout.

Un danger plus grave est celui soulevé entre autres par la commission de régulation de l'énergie américaine, et concerne la menace terroriste. Pour résumer : l'attaque simultanée de 9 centrales clés provoquerait un blackout généralis é sur l'ensemble des États-Unis. Un scénario hollywoodien qui prête à sourire ? Pourtant les drones qui ont survolé le parc nucléaire français à maintes reprises et en toute impunité suffisent à rendre plausible un tel scénario.

Inutile d'épiloguer sur les conséquences sociales et économiques que provoquerait un tel événement. Le recours aux énergies renouvelables, en particulier le solaire photovoltaïque, permet de remédier à ces problématiques puisqu'elles sont structurellement décentralisées.

Indépendance

Qui dit énergie conventionnelle dit combustible. Qui dit combustible dit approvisionnement. La plupart des pays ne sont pas indépendants de ce point de vue puisqu'ils doivent avoir recours à des importations massives, que ce soit d'uranium, de charbon ou de pétrole. En dehors même de l'impact sur la balance commerciale, il existe également des répercussions géopolitiques qui peuvent aller jusqu'à la création de tensions au niveau international.

L'exemple le plus marquant à ce sujet est sans conteste celui du pétrole, les conséquences sur le paysage mondial étant connues de tous.

Une fois de plus le photovoltaïque résout ce problème puisqu'il utilise une ressource gratuite, et facilement accessible par tous. C'est d'ailleurs sûrement pour cette raison que de nombreuses bases militaires dans le monde sécurisent leur approvisionnement électrique en se dotant de telles structures.

Environnement

Même les détracteurs des énergies renouvelables sont bien obligés d'admettre qu'elles sont imbattables en termes d' [émission de CO2](#) . Seul le nucléaire pourrait éventuellement rivaliser, mais est-il besoin de rappeler que le solaire présente un vrai risque zéro et non pas, pour utiliser un doux euphémisme cher aux industriels du secteur, un risque "contrôlé".

En terme de rejet indirect, et contrairement aux idées reçues, ici aussi le solaire remplit son rôle puisque l'industrie photovoltaïque produit maintenant [plus d'énergie qu'elle n'en consomme](#) .

Enfin, un aspect moins connu, mais ô combien important est celui de la consommation d'eau. Commençons par rappeler que la problématique de la [raréfaction de l'eau](#) inquiète de plus en plus, qu'elle est systématiquement [sous-évaluée](#) et que la France n'est pas épargnée. Or, la [quantité d'eau](#) utilisée pour produire de l'électricité photovoltaïque est négligeable, ce qui explique que de nombreuses voix commencent à s'élever pour conseiller l'utilisation de cette technologie et ainsi [éviter de gaspiller](#) notre plus précieuse ressource.

Économie

Les discours politiques sur la croissance, le chômage, l'importance des PME, etc. sont présents dans les esprits de tous. En particulier la création d'emplois est un thème majeur de la plupart des programmes de campagne en Europe, mais également dans le reste du monde.

Mais quel lien avec le solaire ? Et bien il s'avère que le dynamisme du secteur génère bien plus d'emploi que n'importe quelle autre source d'énergie : investir 1 million de dollars implique ~14 emplois pour le photovoltaïque contre ~6 pour les [énergies conventionnelles](#) .

En outre l'appropriation des centres de production par les citoyens tel qu'on peut l'observer en Allemagne, en utilisant par exemple le nouvel outil du [Crowdfunding](#), permettrait une injection massive de l'épargne dans les infrastructures solaires, redynamisant ainsi l'économie tout en permettant un déploiement accéléré du photovoltaïque.

Révolution

Malgré sa jeunesse relative, le solaire photovoltaïque présente indiscutablement des avantages majeurs dans la plupart des considérations clés. D'ailleurs, les experts ne s'y trompent pas puisque même l' [IEA](#) , qui a pourtant jusqu'ici systématiquement sous-estimé le potentiel de développement du solaire, prédit que cette technologie pourrait [dominer le monde](#) de l'énergie d'ici 2050.

Et de son côté, ce n'est pas par hasard que dans son récent discours sur l'état de l'Union, Barack Obama évoque conjointement la reprise de l'économie américaine, la lutte contre le réchauffement climatique et le dynamisme de la filière photovoltaïque américaine.

La question n'est donc plus de savoir si le photovoltaïque va s'imposer, ni même quand il le fera. Le réel enjeu maintenant est de se positionner suffisamment rapidement pour pouvoir bénéficier au maximum des retombées de ce nouveau relai de croissance mondial.

De même que certains étaient convaincus que le Minitel l'emporterait sur Internet, il y aura toujours des personnes qui s'obstineront à vivre dans le passé. Cela doit rester leur problème, pas le nôtre.

Olivier Mormiche / *Président de In Sun We Trust*

[La malédiction mexicaine](#)

[Quentin Gollier](#) / *Consultant - Services aux entreprises | Le 27/01 LesEchos.fr*



Malgré des réformes encourageantes et un potentiel prometteur, le Mexique souffre d'une instabilité chronique qui plombe ses performances économiques.

Le président mexicain Enrique Peña Nieto annonçait, le 3 septembre 2014,

avec emphase la création à venir d'un [nouvel aéroport à Mexico](#) , destiné à devenir "l'emblème du Mexique moderne". Planifié au nord-est de la capitale du pays, ce projet avait déjà dû être avorté dans la précipitation en 2002 quand les fermiers propriétaires du terrain s'étaient armés de machettes pour empêcher l'accès au site aux ouvriers.

Ayant apparemment appris de ce fiasco, les autorités auraient cette fois acquis le sol au prix fort et en se dissimulant derrière des intermédiaires, poussant de nombreuses associations locales à organiser de nouvelles manifestations après l'annonce présidentielle. Contrairement à il y a 10 ans, le gouvernement n'a cette fois plus le droit à l'échec, l'aéroport actuel étant au bord de l'implosion : les deux pistes étant trop proches l'une de l'autre, elles ne peuvent être utilisées simultanément.

Victoire politique ?

Cette annonce grandiose d'Enrique Peña Nieto semblait annoncer la montée en puissance des énergies réformatrices d'un gouvernement ayant déjà affronté avec succès les syndicats d'enseignants, s'attaquant avec énergie aux cartels des télécommunications et des médias et en libéralisant l'industrie pétrolière, brisant le monopole du colosse bureaucratique PEMEX.

Les affres de la campagne présidentielle qui avait vu M. Peña Nieto contraint de se réfugier dans des toilettes pour échapper à une foule d'étudiants revendicatifs sur un campus universitaire semblaient oubliées, en même temps que les soupçons de fraude électorale pesant sur toute élection dans ce pays aux structures juridiques toujours aussi mal établies.

Rattrapé par ses démons

Las, le 26 septembre, 43 étudiants étaient massacrés par les forces de police à Iguala, une centaine de kilomètres au sud de Mexico. Confronté à une vague de mécontentement populaire massive, le gouvernement s'est retrouvé rattrapé par les démons sécuritaires du pays qu'il avait jusqu'ici tenté avec un relatif succès d'ignorer. En pleine débâcle dans les sondages (passant de 60 % d'opinions positives à moins de 40 % en quelques semaines), la chute vertigineuse du prix du pétrole amenait plusieurs analystes à revoir à la baisse les perspectives de croissance de ce pays lourdement dépendant de cette industrie.

Dépassé par la gronde sociale, le grand "Pacte pour le Mexique" signé en grande pompe avec l'opposition lors de l'arrivée au pouvoir d'Enrique Peña Nieto s'est écroulé en même temps que le cours du peso, poussant de nombreux observateurs à déclarer avec le très influent Jorge Ramos que pour ce gouvernement, "la fête est finie". Le Mexique disposait pourtant d'atouts considérables, à commencer par sa proximité avec une économie américaine en rugissante reprise.

Blocages ?

Bien plus favorable aux entrepreneurs que la plupart de ses partenaires d'Amérique latine, le pays possède certes d'importants problèmes sécuritaires (qui ont sensiblement empiré depuis 2012) mais offre l'accès à un marché dynamique, et ce malgré le désespérant 1,1 % de croissance enregistré en 2013. Enfin, le Brésil – l'éternel rival économique – reste paralysé par une inflation galopante et une croissance à l'arrêt, poussant les investisseurs vers des destinations alternatives.

En cherchant à mettre l'économie avant le politique, M. Peña Nieto avait tenté une approche originale aux problèmes de fond du Mexique. La tragédie d'Iguala a sonné le glas de ces ambitions et force l'ensemble de l'énergie législative du gouvernement vers la réforme sisyphéenne des forces militaires et de police sur laquelle tous les gouvernements précédents se sont brisés depuis le début de la "guerre contre la drogue" en 2006.

Au bord de rejoindre l'Inde dans le club des pays les plus performants économiquement dans les années à venir – le fameux "miracle aztèque" –, le Mexique s'est donc à nouveau brutalement heurté à ses contradictions sociales dans une crise inattendue aux parfums rappelant douloureusement l'effondrement économique du pays en 1994 après la découverte de la colossale falsification des chiffres du déficit public par le président Salinas et ses célèbres "tecnócratas".

Instabilité chronique

Désespéré par l'instabilité chronique de son voisin méridional, alors au bord du [défaut de paiement](#), le président américain Wilson admettait en 1913 à la presse son incapacité à comprendre les mouvements brutaux de la politique mexicaine. "C'est un véritable kaléidoscope, une scène mouvante. Personne

dans le monde ne possède une information certaine sur la situation actuelle". Confronté aux convulsions économiques et politiques de ce décidément tumultueux voisin, M. Obama aura sans doute eu le même soupir que son précurseur du début du XXe siècle pendant sa rencontre avec M. Peña Nieto, le 6 janvier dernier. Centrées sur l'immigration et la sécurité, leurs conversations auront en tous les cas prouvé que bien peu d'eau a coulé sous les ponts depuis les premiers contacts entre ces deux États toujours empêtrés dans les éruptions récurrentes du géant de l'Amérique centrale.

Quentin Gollier / *Consultant - Services aux entreprises*